

Changements dans les relations indo-pakistanaïses

G. Parthasarathy

Ancien diplomate, G. Parthasarathy a été entre autre ambassadeur de l'Inde au Pakistan. C'est l'un des meilleurs spécialistes des relations entre l'Inde et le Pakistan. Il écrit pour de nombreux journaux indiens.

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington ont eu de profondes répercussions sur le développement des relations indo-pakistanaïses. L'offensive contre les talibans menée en Afghanistan par les Américains a provoqué la chute du régime fondamentaliste et l'installation d'un gouvernement démocratiquement élu, présidé par Hamid Karzai. Mais les talibans, Al-Qaida ainsi que leurs alliés, affiliés au Front Islamique International formé par Ossama Ben Laden, ont trouvé refuge de l'autre côté de la frontière pakistanaïse. Ils ont installé des bases au Baloutchistan et dans les zones tribales du Waziristan, ainsi que dans la Province frontière du nord-ouest. Alors que le Pakistan prêtait assistance aux Etats-Unis et leurs alliés occidentaux pour traquer certains chefs d'Al-Qaida, le groupe dirigeant des talibans ne fût jamais inquiété. Ils se sont maintenant regroupés et commencent à attaquer les forces de l'OTAN dans les provinces Sud et de l'Est de l'Afghanistan qui bordent la frontière pakistanaïse. Une des conséquences majeures du renversement des talibans et de la résolution 1363 de l'ONU a été la décision des puissances occidentales d'interdire toutes les organisations affiliées au Front Islamique International de Ben Laden. Les organisations ainsi interdites comprennent quatre groupes extrémistes soutenus par les services spéciaux pakistanaïses de l'ISI, qui

ont joué un rôle clé dans la violence terroriste au Jammu et Cachemire. La liste comprend le *Lashkar-e-Toiba*, le *Harkat-ul-Mujahideen*, le *Harkat-ul-Jihad-al-Islami* et le *Jaish-e-Mohammad*. Alors que ces groupes poursuivent leurs opérations sous de nouveaux noms, le gouvernement pakistanais réalise que le recours unique au terrorisme pour chasser l'Inde du Jammu et Cachemire s'est avéré contre-productif et que des initiatives politiques devaient être prises pour convaincre la communauté internationale de la détermination du gouvernement pakistanais à mettre fin à la violence et à normaliser ses relations avec l'Inde.

En conséquence, un dialogue entre l'Inde et le Pakistan s'est mis en place au cours des trois dernières années, en vue d'améliorer la coopération et de promouvoir la confiance. Un accord de notification préalable des essais de missiles a été signé, et des mesures ont été prises pour éviter les incidents sur mer entre les deux marines. De nouvelles routes frontalières ont été ouvertes entre les deux pays, et les échanges entre Srinagar et Muzaffarabad ont repris après une interruption de près d'un demi-siècle. Pour la première fois, les deux pays se sont mis d'accord pour promouvoir les échanges de part et d'autre de la Ligne de contrôle qui divise le Jammu et Cachemire. Des accords analogues sont prévus pour faciliter les échanges entre Poonch au Jammu et Rawalkot. L'Inde a proposé de desserrer les restrictions mises à la circulation entre les deux côtés par l'ouverture de lignes d'autobus entre Kargil et Skardu, dans les Zones du Nord isolées de l'État. Plus important, le cessez-le-feu sur la Ligne de contrôle a été observé par les deux parties depuis novembre 2003.

C'est dans ce contexte que le Président Musharraf a déclaré que des progrès ne pouvaient être accomplis dans la résolution du problème cachemiri que si les deux côtés exploraient des propositions

mutuellement acceptables. Il a proposé de diviser le Jammu et Cachemire en sept régions différentes, préalable à leur « démilitarisation ». Il a demandé notamment que les forces indiennes se retirent des centres urbains de Baramulla, Kupwara et Srinagar. Le Président Musharraf s'est fait aussi l'avocat, pour la province, d'un gouvernement « autonome » (self-rule), sans préciser si la même formule serait appliquée dans les zones sous contrôle pakistanais. Finalement, il a proposé de mettre en place un système de « gestion conjointe » du Jammu et Cachemire, la province devant être gouvernée conjointement par l'Inde et le Pakistan.

Tout en faisant bon accueil aux « nouvelles idées » du Président pakistanais, le premier ministre de l'Inde, Manmohan Singh, a proposé quant à lui que si les frontières ne peuvent être changées, elles peuvent progressivement « perdre de leur importance » et s'estomper jusqu'à n'être plus « que des lignes sur une carte ». Il a souhaité que les populations de part et d'autre de la Ligne de contrôle soient autorisées à circuler et échanger librement. Répondant à la proposition de « gestion conjointe », il a suggéré que l'Inde et le Pakistan mettent en place des « mécanismes de consultation et de coopération » pour promouvoir une coopération mutuelle dans tout le Jammu et Cachemire. Des discussions entre les deux pays se sont déroulées durant les derniers mois sur la base de ces propositions. Des mesures visant à résoudre la question du Jammu et Cachemire ont figuré pour la première fois en tête de l'agenda des ministres des Affaires étrangères des deux pays, lors de la rencontre qui s'est tenue à New Delhi en novembre 2006. L'Inde semble prête à discuter la proposition du Général Musharraf concernant l'autonomie de gouvernement, comme à débattre d'une décentralisation plus grande des pouvoirs, mais en s'assurant que leur application des deux côtés de la Ligne de

contrôle soit harmonisée. À présent, l'État indien du Jammu et Cachemire jouit d'une autonomie bien plus grande que les régions dites de « l'Azad Cachemire » et des Zones du Nord sous contrôle pakistanais. Ces dernières sont en effet directement administrées par des "conseils" exécutifs supervisés par le Premier ministre pakistanais, lequel exerce son autorité à travers le ministre fédéral pour les affaires du Cachemire. Les élus locaux de ces régions n'ont virtuellement aucun pouvoir, même pour la désignation des fonctionnaires gouvernementaux. Étant donné l'assistance permanente que le Pakistan fournit à des groupes terroristes qui fonctionnent à partir de Muzaffarabad dans « l'Azad Cachemire » sous la bannière du « Conseil unifié du djihad », l'Inde ne peut évidemment accepter aucune proposition de démilitarisation des zones du Jammu et Cachemire sous son contrôle. De plus, la province comprend les lignes de communication vitales vers les frontières ouest de la Chine. Le déploiement et le libre mouvement des troupes indiennes dans la région sont, par conséquent, essentiels à la sécurité du pays. Mais si le Pakistan interdisait et désarmait effectivement les groupes qui mènent le djihad au Jammu et Cachemire à partir du territoire qu'il contrôle, l'Inde pourrait considérer un redéploiement et une réduction de ses forces, à condition que le Pakistan prenne des mesures similaires de son côté, à la fois dans « l'Azad Cachemire » et dans les Zones du Nord. Ces questions ont été incluses dans les discussions formelles et informelles entre les deux pays au cours des derniers mois.

Bien que ces « idées nouvelles » pour résoudre la question du Jammu et Cachemire aient dominé les discussions et concentré l'attention des médias, il faut rester prudent et réaliste quant au chemin qui reste à parcourir. Le président afghan Karzai n'a pas fait mystère de sa conviction que le gouvernement Musharraf abritait, aidait, armait, et

entraînait activement les talibans sur le territoire pakistanais. Il existe de même en Inde un fort sentiment que le gouvernement pakistanais continue d'utiliser le terrorisme comme instrument d'une politique dont l'objectif est de promouvoir ses intérêts et ses ambitions territoriales. La renaissance des talibans a donné aux terroristes basés au Pakistan le sentiment que le moment était propice pour la relance du djihad, non seulement au Jammu et Cachemire mais dans d'autres parties de l'Inde aussi. De plus, si les frontières doivent « perdre de leur importance », comme l'a proposé Manmohan Singh, alors le Pakistan devra retirer toutes les restrictions qui existent concernant les échanges avec l'Inde, et rejoindre les autres pays d'Asie du Sud au sein du SAARC dont l'objectif est la création, d'ici quinze ans, d'une zone de libre circulation des biens et des services comme des capitaux au sein d'une Communauté économique de l'Asie du Sud. Or le Pakistan semble totalement hostile à une telle direction. Les choix politiques que le Pakistan pourra faire dans un avenir proche restent donc empreints d'incertitude. Ils dépendent en grande partie des développements politiques qui surviendront dans les mois qui viennent à l'intérieur du Pakistan. L'Inde comme l'Afghanistan devront attendre de voir si les élections de 2007 se feront en faveur des éléments modérés, opposés à l'extrémisme religieux, ou si les éléments islamistes de l'armée et du système politique garderont leur mainmise sur la conduite de la politique du pays.